

## «Le salut du peuple est la loi suprême»

Author : Michel Juffé

Categories : [Politique](#)

Date : 16 mai 2020

**ANALYSE** : [Michel Juffé](#) reprend cette maxime romaine pour le «monde d'après» la catastrophe du coronavirus. Conscient de l'appel un peu vain à croire que «*plus rien ne sera comme avant*», le philosophe réfléchit aux conditions de possibilité des changements politiques à venir. Et de proposer «*Quatorze points*» pour habiter, se déplacer, produire et consommer différemment.

---



Né en 1945, le philosophe [Michel Juffé](#) fut conseiller au sein du Conseil général de l'écologie et du développement durable (2003-2010) et a enseigné dans plusieurs grandes écoles et universités. Auteur d'une douzaine d'ouvrages, il a récemment publié [Sigmund Freud – Benedictus](#)

[de Spinoza, Correspondance, 1676-1938](#) (Gallimard, 2016), [Café-Spinoza](#) (Le Bord de l'eau, 2017), [Liberté, égalité, fraternité... intégrité](#) (L'Harmattan, 2018) et [A la recherche d'une humanité durable](#) (L'Harmattan, 2018).

---

Lors de sa conférence de presse du 19 avril 2020 le Premier ministre, Édouard Philippe a énoncé deux principes dans le cadre du «*déconfinement*» commencé le 11 mai et du retour à la «*vie normale*», laquelle ne pourra être un retour à la «*vie d'avant*». Ce sont :

- **Préserver la santé des Français ;**
- **Assurer la continuité de la vie de la nation.**

Le premier sans commentaire, car il paraît très clair, le second avec un commentaire qui fait froid dans le dos : «*sans cela la nation risquerait de s'effondrer*». Rien de moins ! Il a repris cette formule de «*l'effondrement*» le mardi 28 avril, en présentant la «*stratégie de déconfinement*». Passons sur la discordance ou le flou des mesures préconisées depuis, et qui fluctuent au gré des mécontentements de telle ou telle catégorie de la population.

Pratiquement aucun des interprètes du discours du Premier ministre n'a cru bon de rappeler ces deux principes et, apparemment, «*tout le monde*» attendait des mesures précises sur les soins, le déconfinement et la reprise des activités économiques. Pourtant ils font partie des fondamentaux non seulement de la République française mais de la vie de toute population humaine, à toute échelle : locale, régionale, nationale, continentale, mondiale.

**Lire aussi:** [«L'Europe ne sait plus où elle va»](#)(Michel Juffé)

Mais que veulent-ils dire ? Au-delà de la circonstance, certes très grave, qui mobilise ou immobilise des habitants de nombreux pays, dont la France, «*préserv*er la santé de la population» n'est pas seulement éviter les pires dangers ou en limiter les effets (prévention et réparation), c'est chercher à rendre les conditions de vie d'une population les plus sûres, les plus respectueuses de leur intégrité physique et psychique que possible.

«Assurer la continuité de la nation» est moins facile à définir, sauf en un sens assez restreint : assurer la continuité de la vie économique - même pas : celle des échanges de biens marchands. Sens dont il est difficile de se contenter, car la nation ce sont aussi la continuité des institutions, des activités sociales et culturelles, des processus d'éducation, de socialisation et de transmission des patrimoines, etc.

## Préserver la santé des populations

«Préserver la santé» renvoie à un terme romain : le salut (*salus*). Le salut c'est : 1. Le bon état physique, la santé ; 2. La conservation des états, des biens ; 3. La santé morale. Ces trois expressions du «*salut*» tendent au même but : protéger et si possible augmenter l'intégrité de la personne humaine, que ce soit à l'échelle d'un individu ou à celle de l'humanité entière. Un peuple (au sens actuel : les membres d'une nation - mais cela exclut les peuples sans nation, tels les Kurdes ou les Tziganes) est constitué de personnes, de biens et services dont elles disposent et d'institutions qui règlent - par l'incitation ou l'obligation - les diverses activités.

Le salut du peuple peut donc être dit *la conservation en bon état de populations, de leurs biens et de leurs institutions*. Le bon état physique et moral d'une population consiste à continuer à vivre en conservant son *intégrité* physique et morale (1).

**Lire aussi :** [Les vrais amis de Spinoza](#) (Michel Juffé)

Nous protégeons, autant que possible, notre *corps* de ce qui peut le détruire ou le fragiliser suffisamment pour qu'il soit durablement diminué. Cela implique une alimentation saine, des lieux de repos et d'abri, des dispositifs de protection contre les dangers liés aux activités humaines et aux milieux où elles se déroulent (par exemple les inondations, les épidémies, les accidents nucléaires). C'est aussi la protection contre les agressions d'autres humains, que ce soit par fait de criminalité ou de guerre, ou des détériorations du corps (prélèvement d'organes non consenties, «*expériences*» cliniques).

Nous devons aussi protéger notre psychisme de toute atteinte à son intégrité due à la malveillance, à la maladresse ou à la négligence d'autrui. Toute personne a le droit que son esprit demeure intact de toute pression (opposition à l'endoctrinement, au conditionnement), libre de toute adhésion forcée (à un parti, une Église, etc.), protégé de toute violence. Ce qu'on appelle aujourd'hui violence symbolique, humiliation, harcèlement moral, chantage affectif, etc. sont des éléments – non-exhaustifs – de cette violence.

## **Intégrer le principe de précaution ?**

Ainsi, «*préserver la santé*» dépasse largement le domaine médical et la santé publique. Tous les secteurs d'activités sont concernés, et par suite toutes les actions publiques. Nous éprouvons actuellement la *robustesse* du système de soins français, malgré les lourdes erreurs, les oublis et une gestion bureaucratique nuisible. Pourtant les pertes entraînées (en termes sociaux autant qu'en termes économiques) sont considérables, car la prévention en santé (au sens large autant qu'au sens médical) reste, en France, d'une grande faiblesse, doctrinale et pratique.

Un indice sûr en est le discrédit du «*principe de précaution*», le plus souvent méconnu dans son énoncé (2) et moqué ou bafoué dans son application. Pour prendre un exemple d'application de ce principe, ne pourrait-on, dans le «*monde d'après*», placer en priorité, *dès l'enseignement primaire*, des sujets tels que : la diététique, l'hygiène corporelle, des bases en pharmacologie et toxicologie, en écologie, une véritable formation au secourisme. Des professionnels de santé pourraient consacrer une partie de leur activité à l'école (et rétribués pour cela), en renfort du

millier de médecins scolaires (un pour 12.000 élèves en moyenne), qui ne peuvent en aucun cas remplir leur mission.

**Lire aussi :** [Neurologie, psychanalyse et philosophie : un triangle non-oedipien ? \(Michel Juffé\)](#)

*Assurer la continuité de la vie de la nation* semble se limiter, pour l'actuel gouvernement et une grande partie des «*experts*», à une reprise, *la plus rapide possible*, de l'activité économique - en exhibant la croissance «*négative*», la chute du PIB, la chute des valeurs boursières. On parle beaucoup de soutien aux entreprises et de dette à très bas taux et très long terme, d'augmentation de la durée du travail, etc., mais bien peu d'autres aspects de la «*vie de la nation*». Et pourtant, la litanie du «*monde d'après*», du «*rien ne sera plus comme avant*» est chantée sur tous les tons. Ce qui ne sera peut-être plus «*comme avant*» est la forte dépendance des industries nationales aux importations de produits pharmaceutiques et alimentaires, avec une relocalisation en Europe des fabrications et par suite une augmentation des prix de vente. Il s'agit de restaurer la «*souveraineté*» (un terme tout à fait inapproprié) en matière de production, ce qui veut dire, sans doute, une relative *indépendance* de l'industrie française et la *revalorisation* d'une agriculture de qualité (qu'elle soit estampillée «*bio*» ou non).

Mais je n'entends guère parler - sauf dans les quelques milieux associatifs, politiques et scientifiques qui militent en ce sens - des méfaits de la *recherche effrénée* du «*pouvoir sur*» à la place du «*pouvoir de*», un «*pouvoir sur*» bien plus apte à détruire qu'à bâtir, à abîmer qu'à préserver, à humilier qu'à respecter, à enlaidir qu'à embellir, à dissocier qu'à associer. Le «*pouvoir de*», la créativité humaine n'ont pas disparu (ce serait alors le véritable «*effondrement*»), mais sont subordonnés à des rivalités de «*puissances*», de «*souveraineté*», de domination voire d'hégémonie d'États, de sectes religieuses et d'entreprises. Peut-on oublier un seul instant que ces abus produisent ou facilitent des «*discontinuités*» (fractures, animosités, ségrégations, iniquités, injustices, exactions, crimes, etc.) - pour m'en tenir à la France - telles que, parmi bien d'autres :

- Une organisation et un fonctionnement des pouvoirs publics très hiérarchisés, digne d'une société d'Ordres (pourtant «abolie» en 1789), où un chef d'État cumule tous les pouvoirs, plus que n'en rêvait un monarque d'Ancien Régime ;
- De fortes inégalités sociales, économiques et culturelles, faussement réduites par le biais d'une multitude de systèmes d'aide à la personne ; inégalités qui contribuent à des conduites racistes, xénophobes et généralement haineuses ;
- Une désinformation systématique de la population, soumise à une propagande intensive et à une réclame envahissante, masquée par des proclamations incessantes de «*transparence*», de dénonciation des «*fausses nouvelles*» (*fake news*) et de débats médiatiques de portée très limitée ;
- L'expansion d'un «*paradis technologique*» qui ne favorise pas forcément les *Big Brother*, mais assujettit la plupart des usagers, incapables - notamment avec l'outillage électronique et informatique - d'utiliser à leur guise ces outils, ces appareils et ces systèmes.

Un monde, donc, de très grandes tensions, de conflits permanents et d'une insécurité endémique, génératrice d'angoisse et de diversions - elles-mêmes mortifères - à ces angoisses.

Si les autorités politiques (étatiques et territoriales) envisageaient des modifications profondes non seulement de la «*gouvernance*» mais des *buts poursuivis par l'ensemble de la société*, ils se poseraient des questions sur la Constitution, notamment sur les valeurs de la République, sur la place de la France en Europe et dans le monde, sur ce qu'on appelle les «*politiques sectorielles*», sur les «*biens essentiels*» et d'autres thèmes majeurs pour «*la continuité de la nation*».

## Que veut-on continuer ?

Par exemple : la disposition pour tous les résidents d'un logement suffisamment spacieux, salubre, isolé, aisé à entretenir, et d'un habitat vivable (commodités et agréments) et harmonieux. Ce qui impliquerait un véritable *aménagement des territoires*, élaboré selon un *plan* (ce terme est devenu proscrit !) mis au point, et régulièrement corrigé par les pouvoirs publics et les divers représentants des habitants. Cette planification inclurait le traitement de questions telles que : la propriété et l'occupation des sols et des sous-sols et notamment la renaissance des «*communs*», la densité des habitats et des réseaux de transport et communication, la facilitation des contacts entre diverses populations (ce qu'on n'ose plus appeler la «*mixité sociale*»), l'administration des territoires - sans oublier les écosystèmes qui leur sont associés (dans des relations d'une grande

complexité, très peu prise en compte, à présent, par les diverses administrations). La question de l'habitat est cruciale, pour la continuité dans l'espace et dans le temps, pour assurer le «*salut du peuple*».

Au-delà d'exemples particuliers, devraient se poser des questions telles que : que veut-on continuer (autrement dit préserver, protéger, développer, améliorer - selon les domaines) ? A quoi veut-on mettre fin ? Que faut-il réduire considérablement ? Autrement dit, quels sont les «*biens communs*» et les précautions à prendre pour qu'ils se développent ? Quels sont les maux à éviter ou à réduire pour que ces «*biens communs*» ne soient pas *infectés* par des maladies sociales ?

**Lire aussi :** [La psychanalyse peut-elle faire plaisir ? \(Michel Juffé\)](#)

Si seulement ces questions, quelles que soient les réponses envisageables, pouvaient être traitées sérieusement, durablement, avec le maximum de documentation et d'éclairages possibles, on pourrait parler de «*continuité de la vie de la nation*» et de continuité de la vie humaine sur Terre, autrement que pour rétablir la croissance du PIB et l'augmentation du pouvoir d'achat - des moyens que l'on n'a que trop pris pour des buts. Buts qui reflètent d'abord l'avidité et la cupidité.

Puisqu'on parle, plus que jamais, de «*chez soi*», d'habitation et de déplacements, de l'espace vital dont on dispose, de «*distance à respecter*» (bizarrement nommée «*distanciation sociale*»), de lieux de travail et de repos, de lieux de vacances, et ainsi de suite, il me vient à l'idée que ces questions sont aussi celles d'une croissance, au sens d'augmentation du bien-être collectif. C'est ainsi qu'on pourrait passer, avec de grands efforts et une vision beaucoup plus sociale et écologique de la vie du peuple, de certains *moins* à certains *plus*, que je présente *très succinctement en tant que pistes possibles* des manières d'*habiter* et de *se déplacer*, de *produire* et de *consommer*.

## **Habiter et se déplacer**

- Moins de propriété privée et publique et plus de propriété commune sur le modèle des biens communaux, à condition que ceux-ci ne soient pas des surfaces improductives ou polluées
- Moins d'usage intensif des sols, et par suite une forte augmentation des emplois agricoles et ruraux, avec une généralisation des circuits courts production-consommation (on pourrait même imaginer une copropriété entre producteurs et consommateurs)
- Moins de surpopulation des grandes villes et une forte réoccupation de l'espace rural (via le télétravail, les permutations de domiciles en fonction des lieux de travail et inversement)
- Moins d'automobiles individuelles et plus de moyens de transports en propriété partagée et en transports collectifs modulés (8 modules de 8 places forment au autobus de 64 places)
- Moins de tourisme de masse et plus de tourisme culturel, social, écologique, etc. : connaître une région, un paysage, un réseau industriel
- Moins d'espaces abandonnés, en ruine, dégradés, inhabitables, rendus toxiques et plus d'espaces entretenus, embellis, où peuvent cohabiter les humains et d'autres espèces
- Moins d'immigrants clandestins et beaucoup plus de bénéficiaires du droit d'asile, avec un accueil de grande qualité, à commencer par l'habitat, pour des gens qui sont le plus souvent en grande souffrance (ce serait une véritable hospitalité)
- Moins de prisons et de prisonniers et plus de condamnés à des travaux d'intérêt collectif (soumis à une surveillance adéquate)

## **Produire et consommer**

- Moins de sur-achat et de sous-consommation de produits alimentaires, vestimentaires et d'autres usage courant et plus d'entretien des produits périssables à usage personnel et collectif
- Moins de chaînes de grande distribution et plus d'artisans en tous domaines, d'autant plus que ceux-ci peuvent de plus en plus participer à la fabrication de composants d'objets techniques complexes
- Moins de production d'appareils très sophistiqués et quasiment irréparables (smartphones) et plus de fabrication artisanale d'instruments de base, que n'importe quel usager puisse monter et démonter
- Moins de banque-assurance et plus de sociétés mutuelles en tous genres, retrouvant leur vocation (au lieu de faire concurrence à la banque-assurance)
- Moins de prime à la spéculation financière (jeux de bourse, actionnariat) et plus de valorisation monétaire et non monétaire du travail, en tous domaines

- Moins de pouvoir central et plus de pouvoir local (y compris financier), celui-ci étant soumis fréquemment au jugement de sa population

Je ne suis pas sûr que tous ces moins et plus forment un ensemble cohérent, mais j'ai au moins la certitude qu'ils contribueraient à plus de solidarité, de coopération, d'entraide, de créativité, de respect des particularités, d'usage économe des moyens, et, par suite, de *bonne santé du peuple*.

J'ose aussi *rêver* de stricte limitation de la puissance, que ce soit celle des armements ou celle des fortunes, et de la *réduction* des moyens de domination et de coercition qui en résulterait. C'est peut-être pour dans un ou deux siècles, et après d'autres catastrophes évitables.

(1) Une intégrité qui est désignée à l'article 3 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (2000, incluse dans la constitution européenne en 2007) : «Droit à l'intégrité de la personne. 1. Toute personne a droit à son intégrité physique et mentale» (suivent des considérations d'éthique médicale).

(2) Charte de l'environnement, article 5. «*Lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en l'état des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible l'environnement, les autorités publiques veillent, par application du principe de précaution et dans leurs domaines d'attributions, à la mise en oeuvre de procédures d'évaluation des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage.*»  
Ce n'est pas très clair, mais ce n'est pas incompréhensible.